



# L'évolution du droit de la famille et du droit des successions en Russie

Les principaux changements  
récents

---

30.03.2023

**Irina Zimina**

# Irina Zimina

Avocate  
Cabinet d'Avocats «**Infralex**»

*i.zimina@infralex.ru*

**27** ans d'expérience

Diplôme d'Etat de l'Université Nationale LOMONOSSOV de Moscou

Master 1 de Droit International et Européen, Université Paris 10  
Ouest NANTERRE, Parcours «Contentieux international et  
européen»

Recommandé par les notes de **Kommersant, PRAVO-300, Forbes**



# 1. DROIT DE LA FAMILLE

## LE PARTAGE DES BIENS ENTRE DES ÉPOUX

Trois possibilités:

### **Convention entre les époux (p.2 art.38 du Code de la Famille de la Fédération de Russie)**

Depuis le 29 décembre 2015, le recours à un notaire pour signer cette Convention est obligatoire (l'art. 38 du Code de la Famille de la Fédération de Russie).

### **Contrat de mariage (art.40-44 du Code de la Famille de la Fédération de Russie)**

Par un contrat de mariage, les époux ont le droit de modifier le régime légal de la copropriété de bien commun, d'établir le régime de la copropriété, partagée ou séparée sur tous les biens des époux, sur certains types de biens des époux ou sur les biens de chacun des époux. Le recours à un notaire est obligatoire.

### **Décision du tribunal (p.1 art.39 du Code de la Famille de la Fédération de Russie)**

Les biens communs doivent être partagés entre les époux par moitié à l'exception des dispositions prévues par le Code de la Famille de la Fédération de Russie.

# 1. DROIT DE LA FAMILLE

## LE PARTAGE DES BIENS ENTRE DES ÉPOUX

**Dérogation au principe de l'égalité des parts des époux en cas de partage judiciaire (paragraphe 2 de l'article 39 du Code de la Famille de la Fédération de Russie, entré en vigueur le 01.09.2022)**

Jusqu'au 1er septembre 2022, cela était possible si l'un des époux dépensait le bien commun "au détriment des intérêts de la famille". Mais cette catégorie était évaluative et incertaine.

A partir de 1er septembre 2022 des modifications sont entrées en vigueur pour préciser cette catégorie.



# 1. DROIT DE LA FAMILLE

## LE PARTAGE DES BIENS ENTRE DES ÉPOUX

Le tribunal a le droit de s'écarter au principe de l'égalité des parts des époux en cas de partage judiciaire en fonction de l'intérêt des enfants mineurs et (ou) en fonction de l'intérêt notable de l'un des époux, notamment dans les cas:

- lorsque l'autre époux n'a pas perçu de revenus pour des raisons irrespectueuses

- l'autre époux a commis des actes déloyaux, qui ont entraîné une diminution du patrimoine commun des époux, y compris la réalisation, sans le consentement de l'autre époux requis en vertu du paragraphe 3 de l'article 35 du présent Code, à des conditions défavorables, de telles opérations d'aliénation des biens communs des époux, auxquelles le tribunal n'a pas appliqué les conséquences de leur invalidité à la demande de l'autre époux

# 1. DROIT DE LA FAMILLE

## LE PARTAGE DES BIENS ENTRE DES ÉPOUX

**Protection de droit d'acquéreur de bonne foi** (paragraphe 3 de l'art. 35 du Code de la Famille de la Fédération de Russie, entré en vigueur le 01.09.2022)

Le conjoint, dont le consentement notarié à la conclusion de la transaction n'a pas été reçu, a le droit d'exiger la reconnaissance de la transaction comme invalide devant le tribunal dans un délai **d'un an à compter de la date** à laquelle il a eu connaissance ou aurait dû avoir connaissance de la conclusion de cette transaction.

Le conjoint doit **prouver devant le tribunal que l'acheteur de bien était au courant** de l'absence de consentement. Avant le conjoint **devait seulement** déclarer devant le tribunal l'absence de consentement.

La contestation se déroule conformément aux règles de l'article 173.1 du Code Civil de la Fédération de Russie.

## 2. DROIT DE LA FAMILLE LES CHANGEMENTS DANS LES RÈGLES DE DÉPART DES ENFANTS MINEURS DE RUSSIE

**Loi Fédérale du 15.08.1996 № 114-FZ "Sur la procédure de sortie de la Fédération de Russie et d'entrée dans la Fédération de Russie» (art. 20-21), entré en vigueur le 12.07.2021**

- le départ de l'enfant peut être restreint par la déclaration de désaccord du second parent
- un tel désaccord ne s'applique pas au demandeur lui-même, mais uniquement au deuxième parent (sauf si les deux parents ont déposé des déclarations de désaccord pour le départ de l'enfant l'un avec l'autre - dans ce cas, toutes les demandes sont prises en compte en fonction de leur contenu)
- la déclaration de désaccord doit indiquer: la durée de sa validité (si elle n'est pas précisée, elle est valable indéfiniment), ainsi que les pays que le parent oppose à la visite de l'enfant (si elle n'est pas précisée, elle est valable pour tous les pays)

## 2. DROIT DE LA FAMILLE LES CHANGEMENTS DANS LES RÈGLES DE DÉPART DES ENFANTS MINEURS DE RUSSIE

**Loi Fédérale du 15.08.1996 № 114-FZ "Sur la procédure de sortie de la Fédération de Russie et d'entrée dans la Fédération de Russie» (art. 20-21), entré en vigueur le 12.07.2021**

- s'il n'y a pas de restrictions au départ de l'enfant du pays, le consentement au départ notarié d'un parent suffit pour le départ de l'enfant à l'étranger
- vous pouvez annuler votre déclaration de désaccord
- la question du départ d'un enfant mineur hors de la Fédération de Russie est résolue devant les tribunaux dans les cas où un différend entre les parents concernant son départ de Russie



## 3. DROIT DES SUCCESSIONS

# LES OUTILS DE PLANIFICATION SUCCESSORALE

**Testament commun des époux** (paragraphe 4 de l'article 1118 du Code Civil de la Fédération de Russie, entrée en vigueur le 01.06.2019)

Les conjoints ont le droit:

- De léguer leurs biens communs, ainsi que leurs biens respectifs à toutes personnes
- De déterminer les parts des héritiers de quelque manière que ce soit
- De déterminer les biens compris dans la succession de chacun des époux
- De priver un, ou plusieurs ou tous les héritiers de droit à la succession, sans indiquer les motifs de cette privation
- D'inclure d'autres dispositions testamentaires dans le testament commun des époux

# 3. DROIT DES SUCCESSIONS

## LES OUTILS DE PLANIFICATION SUCCESSORALE

**Contrat successoral** (article 1140.1 du Code Civil de la Fédération de Russie entrée en vigueur le 01.06.2019)

Un contrat successoral peut comporter les conditions suivantes:

- détermination du cercle des héritiers
- détermination de la procédure de transmission des droits sur les biens du testateur après son décès aux héritiers
- contenir une clause relative à l'exécuteur du Contrat successoral
- imposer aux héritiers l'obligation d'accomplir les actions à caractère patrimonial ou non patrimonial, non contraires à la loi

## 3. DROIT DES SUCCESSIONS

# LES OUTILS DE PLANIFICATION SUCCESSORALE

**L'exécuteur testamentaire** (article 1134 du Code Civil de la Fédération de Russie)

- Le testateur peut confier l'exécution du testament à l'exécuteur testamentaire qu'il a indiqué dans le testament, qu'il soit ou non un héritier
- L'exécuteur testamentaire peut être une personne physique ou une personne morale (à partir du 01/09/2018)
- Le testateur a le droit à tout moment de changer l'exécuteur testamentaire ou d'annuler la nomination de l'exécuteur testamentaire en général (article 1130)

# 3. DROIT DE LA FAMILLE

# DROIT DES SUCCESSIONS

## Gestion du patrimoine et planification successorale à l'époque des sanctions

- Choix de la localisation de l'emplacement du patrimoine des époux
- Vente des actifs des époux (immobilier, actions, des parts des sociétés) sous réserve de l'application des Décrets du Président de la Fédération de Russie n° 81 du 1er mars 2022, n° 618 du 8 septembre 2022, n° 737 du 15 octobre 2022
- Testaments, contrats de mariage etc. pour la transmission du patrimoine

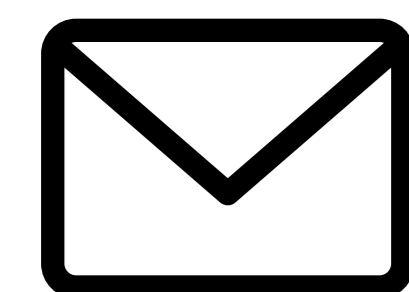
# CONTACTS



123112, Russia, Moscow,  
Presnenskaya naberezhnaya, 8, bldg.  
1. Business quarter "Moscow City"  
Tower "City of Capitals" North block  
5th floor, office 11



+7 495 653 82 93



welcome@infralex.ru

